

[REDACTED]

Dijon, le 06 NOV. 2025

La directrice générale de l'agence régionale de santé  
à

Madame la directrice de l'EHPAD François Collet  
Route de Tonnerre  
89 270 VERMENTON

RAR N° 2C 190 060 1108 8

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 890 002 223- «EHPAD FRANCOIS COLLET » – VERMENTON**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 30 juillet 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 3 prescriptions et 1 recommandation envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

A la suite de l'analyse des éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance le 11 septembre dernier et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 30 juillet 2025, je vous notifie les prescriptions et recommandations rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par la chargée de mission médico-social de la direction territoriale de l'Yonne, [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**La directrice générale,**



**Copie à :**

**Monsieur le Président  
Conseil départemental de l'Yonne  
16-18 boulevard de la Marne  
89000 AUXERRE**

**Tableau des mesures définitives**  
**Prescriptions**

Date de mise à jour des mesures : 14/02/2025  
Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom d'établissement : EHPAD RESIDENCE FRANCOIS COLLET  
Adresse : Route de TONNERRE  
Code postal : 89270  
Commune : VERMENTON

Prescriptions									
N°	S	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Appréhension rapport EJR	Livrée O/N/ Abandonnée	Date de la livrée	Observations
1		Disposer d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur disposant de la qualification requise ou s'engageant à l'acquiescer afin d'atteindre l'ETP réglementaire requis au regard de la capacité de l'EHPAD [REDACTED] et dans l'intervalle, proposer une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D913-106 du CASP Article D372-157 du CASP Article D913-109-1 3° CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi, contrat de travail.	E2	N		La mission prend note de la réponse apportée par la direction, ainsi que des difficultés de recrutement médical rencontrées dans un contexte de désertification médicale territoriale.  Elle prend également note de la publication d'une annonce en vue de recruter un temps complémentaire de médecin coordonnateur formé. Toutefois, à ce jour, la structure ne dispose pas du temps de coordination médicale réglementairement requis au regard de sa capacité autorisée.  En conséquence, la prescription n°1 est maintenue et notifiée.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources disponibles en	Article L311-3 du CASP Article L312-1 § 4 A du CASP Article D912-155-0 b du CASP Article L4371-2 à 4 du CSP	4 mois	Maquette organisationnelle révisée  Plan d'actionn' faisant apparaître les différents leviers actifs, les délais et les réalisations pour recouvrir les ETP d'IDE manquants, AS qualifiés et stabiliser le personnel .	E1/E4/E2	N		En l'absence de réponse, la prescription n°2 est maintenue et notifiée.
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4371-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/07/2026 avec le N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier.	E3	Abandonnée		La mission constate, au vu du fichier transmis (dernier du suivi RH), que pour les effectif IDE, la structure dispose d'un numéro d'inscription à l'Ordre.  En conséquence, la prescription n°3 est abandonnée.

**Tableau des mesures définitives**  
**Recommandations**

Date de mise à jour des mesures : 14/10/2023  
Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD RÉSIDENCE FRANÇOIS COLLET  
Adresse : Route de TONNERRE  
Code postal : 89270 Commune : VERMENTON

Recommandations						
Nb	O	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée
1		Organiser de manière régulière des réunions d'encadrement propre à l'EHPAD ou instaurer et officialiser un CODIR commun aux 3 EHPAD. Diffuser les décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	#1	Abandonnée	La mission constate que les comptes rendus du CODIR ne sont pas diffusés à l'ensemble des agents en raison de la présence de données à caractère individuel. Elle prend note que les informations relatives au fonctionnement des unités sont transmises par l'encadrement lors des réunions de service et que les comptes rendus correspondants sont diffusés via AGÉVAL, accessible à l'ensemble des professionnels.  En conséquence, la recommandation n°1 est abandonnée.